MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE

CEFOREP
Centre Régional de Formation
de Recherche et de Plaidoyer
en Santé de la Reproduction

FORMATION EN ECHOGRAPHIE OBSTÉTRICALE D'URGENCE (ECOBSU)

PRESS BOOK

CÉRÉMONIE DE REMISE DES ATTESTATIONS DE LA 21ème Promotion ECOBSU

Hôtel Résidence Les Maristes
3 septembre 2026

Santé maternelle et néonatale : 20 sages-femmes formées pour mieux prendre en charge les urgences obstétricales



SENEGAL-SANTE-FORMATION

Dakar, 3 sept (APS) – Vingt sages-femmes originaires de plusieurs régions du Sénégal ont reçu, jeudi, à Dakar, leurs attestations de fin de formation en Echographie obstétricale d'urgence (ECOBSU) organisée par le Centre de formation, de recherche et de plaidoyer en santé de la reproduction (CEFOREP), a constaté l'APS.

Ce programme de trois mois, qui en est cette année à sa 21e promotion, s'est déroulé du 2 juin au 2 septembre. Il est mené en collaboration avec le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, à travers les directions régionales de la Santé de Dakar, Fatick, Kédougou, Kolda, Louga, Saint-Louis, Sédhiou, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor.



Cette formation continue vise à renforcer les compétences des prestataires de santé dans le cadre des efforts de réduction de la mortalité maternelle et néonatale, notamment dans les zones reculées du pays, ont fait savoir ses initiateurs.

''L'ECOBSU vise à permettre aux sages-femmes de disposer de compétences supplémentaires pour mieux prendre en charge les femmes enceintes confrontées à des urgences'', a notamment dit le responsable de la formation au niveau du Service de formation et de recherche en gynécologie-obstétrique (SFRF).

La formation comprend une phase théorique, organisée sous forme de cours et de séminaires, suivie d'une phase pratique dans différents établissements sanitaires, avec un encadrement d'au moins trois mois, a expliqué Dr Mohamed Sène, gynécologue-obstétricien.



Bénéficiaire de la formation, Fatou Diaw, sage-femme au poste de santé de Bagadadji, dans le district sanitaire de Kolda, a salué ''une formation répondant aux besoins quotidiens des agents de santé exerçant dans les zones éloignées''.

Selon elle, cette formation va leur permettre ''de bien mener le travail de sage-femme dans les postes de santé''.

De son côté, la cheffe du service Capital humain, Genre et Jeunesse du Programme d'urgence de modernisation des axes et territoires frontaliers (PUMA), partenaire de l'initiative, a mis en avant les retombées positives de cette initiative dans les zones frontalières.

''Nous avons voulu collaborer avec le CEFOREP pour le renforcement des capacités de ces sages-femmes-là dans les zones frontalières, afin d'y amener des soins de meilleure qualité'', a notamment indiqué Fatou Diouf Dia.

Source : APS - Agence de Presse Sénégalaise Santé maternelle et néonatale : https://aps.sn/sante-maternelle-et-neonatale-20-sages-femmes-formees-pour-mieux-prendre-en-charge-les-urgences-obstetricales/

Article de Walf Quotidien

SANTE | MORTALITE MATERNELLE

L'échographie obstétricale d'urgence pour sauver des vies

L'éloignement des structures de référence, le manque de spécialistes et les difficultés de diagnostic compliquent encore la prise en charge des urgences obstétricales dans plusieurs zones reculées du Sénégal. Pour y faire face, le renforcement des compétences des sages-femmes apparaît comme un levier essentiel.

Dans les régions éloignées des grands centres hospitaliers, chaque minute peut compter lorsqu'une femme enceinte présente une complication. Mais entre les postes de santé et les structures de référence, les distances restent parfois importantes, tandis que les spécialistes ne sont pas nombreux. Une situation qui constitue un défi majeur dans la lutte contre la mortalité maternelle et néonatale. C'est dans ce contexte que le Centre régional de formation, de recherche et de plaidoyer en santé de la reproduction (Ceforep), mise sur le renforcement des compétences des prestataires de santé. Vingt sages-femmes, issues de Dakar, Thiès, Fatick, Kédougou, Kolda, Louga, Saint-Louis, Sédhiou, Ziguinchor et Tambacounda, viennent, ainsi, de boucler une formation en échographie obstétricale d'urgence.

Pour le Pr Alassane Diouf, président du Conseil d'administration du Ceforep, cette initiative intervient dans un contexte où la mortalité et la morbidité maternelles et périnatales demeurent préoccupantes. Selon Pr Diouf, l'échographie obstétricale d'urgence constitue, dans cette perspective, un outil précieux. Elle permet aux sages-femmes formées d'identifier plus rapidement certaines complications de la grossesse et de mieux orienter les patientes nécessitant une prise en charge spécialisée. «*Cette échographie va vous permettre de faire un diagnostic précoce et plus facile*», a souligné le Pr Alassane Diouf.



Les sages femmes doivent être outillées pour faire face à des urgences au niveau des postes de santé reculés

Pas de gynécologues disponibles pour des postes de santé

Selon lui, l'enjeu est particulièrement important dans les zones où l'accès aux gynécologues-obstétriciens reste limité. Dans ces localités, les sages-femmes constituent souvent le premier, voire le principal recours pour les femmes enceintes confrontées à une urgence. Le témoignage de Fatou Diaw, sage-femme au district sanitaire de Bagadadji, dans la région de Kolda, illustre concrètement cette réalité. Son poste de santé se trouve à 35 kilomètres de Kolda, loin des structures hospitalières où sont concentrés les spécialistes.

«*Nous recevons souvent des cas d'urgence alors que dans nos postes de santé nous sommes loin des districts*», explique-t-elle. Selon elle, l'offre en spécialistes demeure également limitée, car les gynécologues disponibles pour les postes de santé de la zone sont concentrés à l'hôpital régional. Dans ces conditions, le diagnostic initial devient déterminant. «*Nous sommes venues avec des questions et parfois avec la peur de ne pas être à la hauteur, mais aujourd'hui, nous repartons dans nos services avec une arme de plus contre la mortalité maternelle et néonatale*», témoigne Fatou Diaw. **Samba BARRY**

OUBLI | PODOR

Awgalli, une localité qui manque presque de tout

A Awgalli dans l'arrondissement de Cas-Cas, le sentiment d'abandon est largement partagé par ses habitants. Routes impraticables, manque d'infrastructures sanitaires, de collèges de lycées, insuffisance des équipements scolaires. Tout ou presque relève de l'urgence. En conférence de presse hier, ses habitants affirment qu'accéder, en cette période d'hivernage, à cette localité, relève d'un véritable parcours du combattant. «*Les populations éprouvent d'énormes difficultés à rejoindre la route nationale 2*», se désole le responsable des jeunes, Oumar Camara. Selon lui, Awgalli n'a qu'une case de santé et qui n'existe, d'ailleurs, que de nom. Cette structure de santé n'a ni infirmier encore moins de soignants. Pire, celui qui fait office de soignant dans cette structure de santé est payé par les villageois eux-mêmes. «*Nous n'avons même pas d'ambulance. Les malades sont évacués sur des charrettes, à plus de deux kilomètres vers Aéré Law. Parfois, les femmes enceintes perdent la vie en pleine évacuation*», regrette M. Camara. Pour prendre en charge les préoccupations sanitaires du village, les populations réclament l'érection de leur case de santé en poste de santé avec un personnel qualifié.

Les autres complaintes soulevées par les habitants ont trait à l'éducation. Ils soulignent que ces élèves, après la réussite à l'entrée en 6ème, parcourent chaque jour, plus de six kilomètres aller-retour, à pied, pour faire leurs cours à Aéré Law. Conséquences, les filles sont souvent victimes de viols et d'agressions. Pour la sécurité de ces potaches, les parents d'élèves lancent un appel aux autorités pour que soient érigés à Awgalli un collège et un lycée.

Autres situations contraignantes et impactant le développement de ce village, les populations sont coupées du reste du monde à cause du réseau téléphonique défectueux. «*Dans cette localité, il est difficile d'émettre ou de recevoir des appels. Les rares personnes qui ont la chance d'en avoir sont obligées soit de monter sur les arbres où bien s'isoler loin du village pour pouvoir communiquer avec l'extérieur*», s'offusque Amadou NGuéthiane, responsable moral du village. Poursuivant, ce dernier de souligner, qu'il est rare de voir dans ce village des infrastructures réalisées par l'Etat. A l'en croire, toutes les réalisations enregistrées dans le village, sont l'œuvre de leur Association pour le développement de Awgalli (Ada) et de certaines bonnes volontés.

Abou KANE
(Correspondance)

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi
MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE
DIRECTION GENERALE DES ETABLISSEMENTS DE SANTE

DIRECTION DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE ZIGUINCHOR
CELLULE DE PASSATION DES MARCHÉS

LE DIRECTEUR

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX COMPÈTION OUVERTE
Fourniture d'articles de maintenance, outils et quincaillerie F_STM_012
Date de publication de la DRPCO : le mardi 04 août 2026 (WALF QUOTIDIEN).

Nombre d'offres reçues : **02**

Nom, adresse de l'attributaire provisoire et les montants des offres des six lots en FCFA/TTC : PERFORMANCE SERVICES, adresse : Rue 39 Avenue Blaise DIAGNE.

Lot 1 : MAINTENANCE, FROID pour un montant **trois millions quatre cent trente mille huit cent cinquante (3 430 850) FCFA TTC ;**

Lot 2 : MAÇONNERIE, pour un montant d'**un million sept cent huit mille sept cent quatre-vingt-huit (1 708 788) F CFA TTC ;**

LOT 3 : PLOMBERIE, pour un montant d'**un million neuf cent soixante-treize mille cinq cent cinquante (1 973 550) F CFA TTC ;**

LOT 4 : ÉLECTRICITÉ, pour un montant de **cinq millions neuf cent dix-sept mille huit cent quarante-huit (5 917 848) FCFA TTC ;**

LOT 5 : MENUISERIE, pour un montant de **neuf cent quarante-quatre mille sept cent trente-huit (944 738) F CFA TTC ;**

LOT 6 : MAINTENANCE INFORMATIQUE, pour un montant de **huit cent soixante-six mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (866 599) FCFA TTC ;**

La publication du présent avis est effectuée en application de l'article 84, alinéa 3 du Code des Marchés Publics. Elle ouvre dans un premier temps le délai pour un recours gracieux auprès de l'Autorité contractante, puis dans un second temps pour un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, conformément à l'article 90 dudit code.

Le Directeur
Dr. Gabriel Massène SENGHOR

Article du journal « Le Quotidien »

MORTALITÉ MATERNELLE ET NÉONATALE

Le Ceforep mise sur les «Sonu» pour sauver des vies

Avec 150 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes et 23 décès néonatals pour 1 000 naissances, le Sénégal reste loin des cibles des Odd. Pour Alassane Diouf, Pca du Ceforep, le renforcement des compétences des sages-femmes en soins obstétricaux et néonatals d'urgence (Sonu) constitue une arme incontournable pour inverser la tendance.

Le combat contre la mortalité maternelle et néonatale passe aussi par les salles d'accouchement. À l'occasion de la cérémonie de remise des attestations à la 21ème promotion de sages-femmes formées en soins obstétricaux et néonatals d'urgence (Sonu), le président du conseil d'administration du Centre régional de formation, de recherche et de plaidoyer en santé de la reproduction (Ceforep), Alassane Diouf, a insisté sur l'urgence de renforcer les compétences des professionnelles de santé.

Le constat, selon lui, reste préoccupant. « Les indicateurs ne sont pas très glorieux », a-t-il reconnu, rappelant que la mortalité maternelle se situe à 150 décès pour 100 000 naissances vivantes, alors que la cible des Objectifs de développement durable (Odd) est fixée à 70. Même inquiétude du côté de la mortalité néonatale, qui s'établit à 23 décès pour 1 000 naissances, contre une cible de 12. Face à cet écart, le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique a engagé une stratégie d'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et périnatale. Une orientation qui donne, selon le Pca du Ceforep, une importance particulière à la formation en Sonu. Pour Alassane Diouf, les Sonu constituent un « pilier incontournable » de la santé maternelle. L'enjeu ne consiste pas seulement à disposer de professionnels, mais à leur donner les compétences nécessaires pour identifier rapidement les complications et intervenir avant qu'elles ne deviennent fatales.

Dans cette perspective, l'échographie occupe une place stratégique. Elle permet, explique-t-il, d'affiner et de précocement poser le diagnostic de certaines pathologies obstétricales. « Quand on donne des soins, on s'adresse à une pathologie. Mais encore faut-il avoir reconnu la pathologie et l'avoir reconnue à temps avant que la femme ou son enfant ne meure », a-t-il souligné. Une meilleure maîtrise de cet outil, dit-il, doit ainsi permettre aux sages-femmes de contribuer à une prise en charge plus rapide et plus efficace des complications obstétricales et néonatales évitables.

400 sages-femmes déjà formées

Le Centre régional de formation, de recherche et de plaidoyer en santé de la reproduction entend capitaliser sur une expérience de plus de deux décennies. Depuis les années 2000, l'institution a formé près de 400 sages-femmes dans le domaine de l'échographie appliquée aux soins obstétricaux et néonatals d'urgence. « Nous avons accumulé un capital d'expérience et une expertise sous-régionale qu'on ne trouve nulle part ailleurs dans la sous-région dans ce domaine », s'est félicité Alassane Diouf. La 21ème promotion compte 20 sages-femmes venues de Dakar, Thiès, Fatick, Kaolack, Kédougou, Saint-Louis, Sédhiou et Tambacounda. Leur formation a bénéficié du soutien de plusieurs partenaires, dont Amref, IntraHealth, Pharmacie Sans Frontières, Katakou Life, la Direction générale des Douanes et Care Africa. Le Président du conseil d'administration du Ceforep s'est également réjoui des performances des bénéficiaires. Assiduité, rigueur, enthousiasme et professionnalisme auraient marqué leur parcours, avec des résultats jugés satisfaisants aux évaluations théoriques et pratiques.

Booster la qualité des soins

Désormais, l'attente est claire : que ces nouvelles compétences produisent des résultats sur le terrain. De retour dans leurs structures respectives, les 20 sages-femmes sont appelées à renforcer les équipes et à améliorer la qualité et l'efficience des soins. « Nous sommes rassurés sur le fait que, une fois de retour dans vos localités, vous allez booster la qualité et l'efficience des soins », a lancé Alassane Diouf aux récipiendaires. Et la relève est déjà en marche. Une 22ème promotion, forte elle aussi d'une vingtaine de sages-femmes venues notamment de Dakar, Diourbel, Louga, Fatick, Kaolack, Kaffrine, Ziguinchor, Kédougou et Sédhiou, a été accueillie à Dakar pour poursuivre cette dynamique. Pour le Ceforep, l'enjeu dépasse donc la remise d'attestations : il s'agit de transformer la formation en compétences opérationnelles et ces compétences en vies sauvées.



Par Idrissa NIASSY

FORÊT D'ÉBO

133 392 hectares au bord de la tronçonneuse

C'est un patrimoine naturel exceptionnel qui risque de partir en fumée. Au Cameroun, 133 392 hectares de la forêt d'Ébo sont exposés à l'exploitation forestière industrielle. Greenpeace Afrique alerte sur le morcellement de ce massif qui constitue l'un des derniers refuges de plusieurs espèces parmi les plus rares et les plus menacées de la planète.

La menace se précise sur la forêt d'Ébo. Ce vaste massif forestier camerounais, considéré comme un véritable sanctuaire de biodiversité, est aujourd'hui confronté au risque d'une exploitation industrielle sur 133 392 hectares. Pour Greenpeace Afrique, selon un communiqué qui nous est parvenu, l'ouverture de concessions forestières dans cet espace représente une menace majeure pour un écosystème dont la valeur dépasse largement les frontières du Cameroun. Au cœur de cette forêt vivent des espèces emblématiques et lourdement menacées. Gorilles de l'Ouest en danger, éléphants de forêt et chimpanzés du Nigeria-Cameroun y trouvent un habitat essentiel à leur survie. La destruction et le morcellement de leur territoire pourraient accélérer le déclin de ces populations déjà fragilisées par la perte des habitats, la pression humaine et le braconnage. Pour les défenseurs de l'environnement, le problème ne se limite pas à l'abattage des arbres.

L'exploitation industrielle entraîne l'ouverture de routes, la fragmentation des habitats et une pression accrue sur la faune. Une forêt autrefois continue peut alors se transformer en une mosaïque de parcelles exploitées, rendant plus difficile la circulation et la survie des animaux. La forêt d'Ébo représente ainsi un enjeu majeur pour la conservation de la biodiversité du bassin du Congo. Sa destruction progressive ferait disparaître des habitats irremplaçables et fragiliserait davantage des espèces dont les populations sont déjà sous pression.

Les communautés Banen en première ligne

Derrière la bataille écologique se joue également une bataille sociale et culturelle. La forêt d'Ébo est intimement liée à l'histoire et au mode de vie des communautés Banen au nombre de plus de 40, qui revendiquent leurs droits sur leurs terres ancestrales et leurs moyens de subsistance. Autant de choses que les communautés Banen se battent pour retrouver depuis plus de six décennies, lorsqu'elles ont été forcées de quitter leurs terres en 1963. Pour ces populations, la forêt n'est pas seulement une réserve d'arbres et d'animaux. Elle constitue une source de nourriture, de produits forestiers, de plantes médicinales, mais aussi un espace chargé d'une forte dimension culturelle et historique. Raison pour laquelle, Greenpeace appelle ainsi à une approche qui associe pleinement les communautés locales à la protection et à la gouvernance de la forêt. « Nos forêts et notre faune ne peuvent pas parler pour elles-mêmes. C'est pourquoi nous sommes aux côtés des communautés qui sont en première ligne », lit-on dans le document. L'Association Banen, avec le soutien de cette Ong internationale, se bat pour faire annuler ces permis d'exploitation forestière illégaux et obtenir la reconnaissance officielle de leur droit à retourner sur leur territoire ancestral.



Le climat dans la balance

L'enjeu est également climatique. En conservant d'importantes quantités de carbone, les forêts tropicales jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat. Leur dégradation libère du carbone et réduit parallèlement la capacité des écosystèmes à absorber le CO_2 atmosphérique. La bataille pour Ébo devient donc un concentré des défis auxquels l'Afrique est confrontée : protéger ses dernières grandes forêts, préserver une biodiversité exceptionnelle, défendre les droits des communautés et lutter contre le changement climatique. Greenpeace Afrique demande aux autorités camerounaises de renoncer à l'exploitation industrielle de ces espaces et de garantir une protection durable de la forêt d'Ébo, où le compte à rebours est lancé. Entre la préservation d'un sanctuaire unique et l'appétit des concessions forestières, le choix pourrait déterminer le sort de milliers d'hectares et, avec eux, celui d'espèces que la planète ne peut se permettre de perdre.

Par Idrissa NIASSY

Vidéos diffusées sur la SENTV et ZIKFM

1. Version française vidéo diffusée

2. Version Wolof vidéo diffusée

QUELQUES PHOTOS DE LA CEREMONIE






ATTESTATION
(ECOBSU)


ATTESTATION
CEFOREP


ATTESTATION
AMREF


ATTESTATION
AMREF


CÉRÉMONIE DE REMISE DES ATTE
AUX SAGES-FEMMES FORMÉES EN
ÉCHOGRAPHIE OBSTÉRICALE D'UR
(ECOBSU)
ATTESTATION


E REMISE DES ATTESTATION
SAGES-FEMMES FORMÉES EN
HIE OBSTÉRICALE D'URGENCE
(ECOBSU)
ATTESTATION


ATTESTATION


CÉRÉMONIE DE REMISE DES ATT
AUX SAGES-FEMMES FORMÉES EN
ÉCHOGRAPHIE OBSTÉRICALE D'URGE
(ECOBSU)
ATTESTATION


CÉRÉMONIE D
ÉCHOGRA
URGENCE
CEFO


ATTESTATION
Sané THIAM
ATTESTATION
Malika SENGHOR


DES ATTESTATIONS
ATTESTATION


ATTESTATION